



Assemblée générale

Distr. générale
23 avril 2015
Français
Original : anglais

Soixante-dixième session

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017**

Titre VIII Services communs d'appui

Chapitre 29E Bureau de l'informatique et des communications

[Programme 25 (plan-programme biennal pour la période 2016-2017)]***

Table des matières

	<i>Page</i>
Vue d'ensemble	2
Orientation générale	3
Vue d'ensemble des ressources	5
Autres éléments d'information.	10
A. Direction exécutive et administration	11
B. Programme de travail	14
Sous-programme 5. Gestion et coordination stratégiques dans les domaines de l'information et des communications	14
Sous-programme 6. Aspects opérationnels de l'informatique et des communications .	22
Annexes****	
I. Organigramme et répartition des postes pour l'exercice biennal 2016-2017	30
II. État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par les organes de contrôle	31

* Troisième nouveau tirage pour raisons techniques (25 novembre 2015).

** Une version condensée du budget-programme approuvé paraîtra ultérieurement sous la cote [A/70/6/Add.1](#).

*** [A/69/6/Rev.1](#) et rapport du Secrétaire général sur la récapitulation des modifications à apporter au plan-programme biennal pour la période 2016-2017.

**** L'annexe énumérant les produits de l'exercice 2014-2015 non reconduits en 2016-2017 est sans objet et ne figure donc pas dans le présent chapitre.



Vue d'ensemble

Tableau 29E.1 **Ressources financières**

(En dollars des États-Unis)

Montant des crédits ouverts pour 2014-2015	74 453 100
Ajustements techniques (élimination de dépenses non renouvelables et effet-report de postes créés au cours de l'exercice antérieur)	(50 800)
Nouveaux mandats et transferts entre les composantes	29 186 300
Nouvelles réductions découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale	(46 000)
Gains d'efficacité découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale	(2 838 300)
Variation	26 251 200
Montant proposé par le Secrétaire général pour 2016-2017 ^a	100 704 300

^a Aux taux révisés de 2014-2015.

Tableau 29E.2 **Postes**

	Nombre	Classe
<i>Budget ordinaire</i>		
Postes approuvés pour l'exercice biennal 2014-2015	136	1 SSG, 1 D-2, 4 D-1, 13 P-5, 21 P-4, 30 P-3, 7 P-2/1, 11 G(1°C), 47 G(AC) et 1 CM
Reclassements	6	1 D-1 à D-2 pour le sous-programme 5 2 P-5 à D-1 pour le sous-programme 5 1 P-4 à P-5 pour le sous-programme 5 1 P-5 à D-1 pour le sous-programme 6 1 P-4 à P-5 pour le sous-programme 6
Créations	5	1 P-3 pour le sous-programme 5 4 P-2 pour le sous-programme 5
Suppressions	(2)	G(AC) pour le sous-programme 6
Transferts	22	Transferts à l'intérieur du Bureau [3 P-4, 7 P-3, 2 P-2, 1 G(1°C) et 9 G(AC)] entre la composante Direction exécutive et administration, le sous-programme 5 et le sous-programme 6
Transferts au bénéfice du chapitre 29E (Bureau de l'informatique et des communications) à partir des chapitres 29B (Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité), 29C (Bureau de la gestion des ressources humaines) et 29D (Bureau des services centraux d'appui)	42	29 postes cédés au sous-programme 6 par la Section de l'appui aux services de radiotélédiffusion et aux services de conférence (Bureau des services centraux d'appui) : 1 P-5, 2 P-4, 3 P-3, 5 G(1°C) et 18 G(AC) 12 postes cédés au sous-programme 5 par la Section des systèmes d'information ressources humaines (Bureau de la gestion des ressources humaines) : 2 P-5, 1 P-4, 1 P-3, 1 P-2, 1 G(1°C) et 6 G(AC) 1 poste cédé au sous-programme 5 par le Service de l'informatique financière (Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité) : 1 G(AC)
Postes proposés pour l'exercice biennal 2016-2017	181	1 SSG, 2 D-2, 6 D-1, 15 P-5, 22 P-4, 35 P-3, 12 P-2/1, 17 G(1°C), 70 G(AC) et 1 CM

Note : Les abréviations suivantes sont utilisées dans les tableaux et organigrammes : CM = agent des corps de métier; BO = budget ordinaire; G(1°C) = agent des services généraux (1^{re} classe); G(AC) = agent des services généraux (Autres classes); SSG = sous-secrétaire général.

Orientation générale

- 29E.1 Par sa résolution 63/262, l'Assemblée générale a créé le Bureau de l'informatique et des communications en décembre 2008 en tant qu'unité indépendante chargée de fournir une direction centrale forte aux fins de l'élaboration et de la mise en œuvre, dans l'ensemble de l'Organisation, de normes et d'activités dans les domaines de l'informatique et des communications de nature à garantir la bonne utilisation des ressources, la modernisation des systèmes informatiques et l'amélioration des services informatiques et des services de communications offerts à l'Organisation des Nations Unies.
- 29E.2 Le Bureau s'attache à mettre en œuvre les réformes et initiatives qui visent à faciliter l'action de l'Organisation, comme décrit dans la stratégie informatique et communications approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/262. À cet égard, il continuera de faciliter l'action de l'Organisation et d'apporter son concours aux États Membres, notamment en fournissant ses services aux représentants en poste dans les principaux lieux d'affectation.
- 29E.3 Sous la direction du Secrétaire général adjoint à la gestion, le Bureau veillera à ce que les États Membres, la direction et le personnel soient informés des mesures qu'il prend en vue de renforcer son efficacité, d'être tenu comptable de ses activités et d'axer davantage ses efforts sur les résultats, et il s'attachera à associer les différentes parties prenantes à ses activités.
- 29E.4 Avec la résolution 69/262 de l'Assemblée générale, l'autorité centrale du Directeur général de l'informatique et des communications a été réaffirmée et renforcée dans les domaines de la sécurité informatique, de l'orientation générale et de l'efficacité des activités informatiques et des activités de communications dans l'Organisation. Le Directeur de l'informatique et des communications assurera la direction stratégique centrale s'agissant de l'élaboration et de la mise en œuvre des services informatiques et de services de communications dans l'ensemble de l'Organisation, ainsi que de la planification et de la coordination de ces services dans l'ensemble du Secrétariat, y compris pour ce qui est des grands systèmes et des infrastructures, et agira dans le sens de la cohérence et de la coordination des travaux menés dans les domaines de l'informatique et des communications, par le Secrétariat et par les fonds, programmes et institutions spécialisées. Il s'agira, à la faveur de cette stratégie, de mettre en place un environnement et une architecture qui permettent l'adoption d'un mode opératoire commun à l'ensemble de l'Organisation ménageant autonomie et souplesse opérationnelles, ainsi qu'un environnement complètement harmonisé à l'échelle mondiale, sûr, fiable, modulable et aisément accessible.
- 29E.5 En coordination étroite avec les centres technologiques régionaux, le Bureau s'efforcera de garantir que toutes les politiques, procédures et mesures de contrôle interne nouvelles ou révisées en matière de gouvernance dans les domaines de l'informatique et des communications répondent aux attentes des États Membres telles qu'elles s'expriment dans les résolutions et décisions de l'Assemblée générale, et soient conformes aux règles et règlements pertinents de l'ONU. En application de la résolution 69/262, des délégations d'autorité et des procédures de nature à garantir le respect des lignes directrices arrêtées dans la nouvelle stratégie informatique et communications, notamment pour ce qui est des opérations, de la sécurité, des investissements et du contrôle dans les bureaux des Nations Unies, y compris les bureaux extérieurs, seront mises au point en vue de définir et de normaliser les attributions qui seront confiées aux cadres et les mécanismes qui permettront de veiller au respect des lignes directrices.
- 29E.6 L'aptitude des responsables à exécuter les programmes sera renforcée dans le cadre d'un appui accru visant à faciliter l'utilisation de méthodes de gestion axée sur les résultats, d'activités de formation, du perfectionnement du personnel et d'un suivi périodique et systématique des réalisations prévues au titre des programmes et projets dans les domaines de l'informatique et des communications. Le Bureau plaidera en faveur du suivi, du contrôle et de l'auto-évaluation des programmes et des projets

en son sein, mais aussi auprès de toutes les composantes informatique et communications dans les différents bureaux de l'Organisation, y compris les bureaux régionaux et les missions.

- 29E.7 Le Bureau apportera un appui de fond aux organes chargés de la gouvernance dans les domaines de l'informatique et des communications, suivra de près l'application des recommandations et des mesures proposées par les organes de contrôle, suivra la mise en œuvre des recommandations formulées par les auditeurs internes et externes et le Corps commun d'inspection et veillera à ce que des mesures correctives soient prises lorsque des lacunes se font jour.
- 29E.8 Conscient de l'importance que revêt l'adoption d'une politique systématique de gestion du risque et de contrôle interne, le Bureau procédera à une évaluation des risques et se dotera de principes de gestion et de contrôle efficaces pour tous ses programmes et projets, qui s'appliqueront aux bureaux régionaux, aux bureaux extérieurs et aux services du Siège. Les principes amélioreront la gouvernance et la gestion des programmes, projets et activités dans les domaines de l'informatique et des communications au Secrétariat et permettront de mettre l'accent sur les objectifs fixés et d'exécuter plus efficacement les mandats prescrits par les États Membres. Les activités de contrôle interne et de gestion des risques feront partie intégrante des procédures et opérations touchant l'ensemble des programmes, projets et activités dans les domaines de l'informatique et des communications.
- 29E.9 Le Bureau dirigera centralement la mise en œuvre de la stratégie informatique et communications de l'Organisation, qui a été approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/262, et l'application de normes dans les domaines de la sécurité et de l'architecture et veillera à ce que les ressources soient utilisées à bon escient en vue de moderniser les systèmes informatiques et d'améliorer les services informatiques et les services de communications dans l'ensemble du Secrétariat. Il définira les grandes orientations stratégiques et fournira des progiciels et des infrastructures intégrés, en vue d'assurer la cohérence et la coordination des travaux de l'Organisation. Dans ce cadre, il administrera les projets de modernisation des infrastructures de réseau reliant le Siège, les bureaux extérieurs et les commissions régionales, s'attachera à standardiser les infrastructures et veillera à ce que l'ensemble des réseaux et des centres informatiques suivent les mêmes normes s'agissant des fonctionnalités, de la qualité et de la fiabilité. L'entrée en service d'applications centralisées telles qu'Umoja rend cette tâche d'autant plus cruciale.
- 29E.10 Dans son rapport ([A/67/651](#)), le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que le Bureau se concentre sur les activités stratégiques et sur la transformation de son modèle d'activité. En réponse à ces recommandations, le Bureau propose de renforcer sa capacité, de réorganiser et d' étoffer sa structure et de perfectionner son personnel, compte tenu des activités intersectorielles découlant de son mandat élargi.
- 29E.11 Cela permettra au Bureau d'appliquer la stratégie de façon cohérente dans tout le Secrétariat et aux membres du personnel d'acquérir les qualifications, les connaissances et les certifications dont ils auront besoin pour étayer l'action de l'Organisation tout en progressant dans leur carrière.
- 29E.12 Le Bureau continuera de renforcer le contrôle de gestion, le respect du principe de responsabilité et la transparence en ce qui concerne l'utilisation et la gestion des moyens informatiques et des moyens de communications, sous la direction et l'autorité centrale de son Directeur général.
- 29E.13 Le Bureau continuera de réduire le morcellement de l'environnement informatique et de l'environnement de communications du Secrétariat, y compris dans les bureaux extérieurs et les missions.
- 29E.14 Le Bureau mettra l'accent sur l'harmonisation et la mise en commun des services, y compris du point de vue des coûts, selon qu'il conviendra, et ce faisant n'exclura pas les missions.

- 29E.15 Le Bureau continuera de faire progresser son programme de réformes visant à renforcer le respect du principe de responsabilité en ce qui concerne la gestion de la sécurité informatique et les attributions de son Directeur général, lequel est responsable centralement de la sécurité.
- 29E.16 Le Bureau s'attachera principalement à assurer la cohérence et la coordination des fonctions informatiques au Secrétariat, en établissant une structure de gouvernance efficace assortie de chaînes hiérarchiques et de structures de responsabilité clairement définies, et en suscitant une plus grande coordination et une plus grande collaboration entre les organismes des Nations Unies en ce qui concerne l'ensemble des questions relatives à l'informatique et aux communications.
- 29E.17 L'Assemblée générale a approuvé tous les éléments de la nouvelle stratégie informatique et communications au paragraphe 7 de la section II de sa résolution 69/262 et a prié le Secrétaire général d'en assurer la mise en œuvre en tenant compte des commentaires, observations et recommandations du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif. Dans le cadre des mesures d'harmonisation prises par le Département de la gestion, il est proposé de confier au Bureau de l'informatique et des communications toutes les fonctions touchant l'informatique et les communications qui sont actuellement assumées par le Bureau des services centraux d'appui, le Bureau de la gestion des ressources humaines et le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, à savoir celles qu'il est proposé de confier aux Pôles d'applications de New York et de Bangkok, au Pôle d'assistance centralisée de la Division des services mondiaux et à la Division des opérations mondiales. Afin de progresser dans la mise en œuvre de la stratégie informatique et communications approuvée par l'Assemblée à la section II de sa résolution 69/262, il est proposé d'inscrire au chapitre 29E des postes et des objets de dépense connexes qui relèvent actuellement des chapitres 29B, 29C et 29D.

Vue d'ensemble des ressources

- 29E.18 Les ressources demandées au titre du présent chapitre pour l'exercice biennal 2016-2017 s'élèvent à 100 704 300 dollars avant actualisation des coûts, soit une augmentation nette de 26 251 200 dollars (35,3 %) par rapport au montant des crédits ouverts pour l'exercice 2014-2015. La variation des ressources demandées découle des quatre facteurs suivants : a) des ajustements techniques se rapportant à l'élimination de dépenses non renouvelables; b) les nouveaux mandats et les transferts entre les composantes, y compris le transfert au Bureau de l'informatique et des communications de ressources provenant du Bureau des services centraux d'appui, du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité et du Bureau de la gestion des ressources humaines; c) les nouvelles réductions découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale; d) les gains d'efficacité découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale. Les réductions proposées ne compromettront pas l'exécution intégrale et efficace des mandats.
- 29E.19 Les variations découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale tiennent compte des propositions concernant le gel du recrutement à des postes permanents et des réductions des dépenses au titre d'objets autres que les postes, qui sont prévues pour l'exercice 2016-2017.
- 29E.20 Les réductions dépendront des effets qu'aura le déploiement d'Umoja (Démarrage et Extension 1) d'ici à la fin de 2015. Comme il est trop tôt pour déterminer précisément quels seront ces effets, les réductions proposées sont fermes d'un point de vue financier mais non du point de vue opérationnel. Les détails concernant le gel des postes et le réaménagement des fonctions et des attributions qui résultera de ce gel ne seront déterminés qu'en 2016-2017, lorsque les répercussions de la mise en service d'Umoja seront mieux connues.
- 29E.21 On trouvera un récapitulatif de la répartition des ressources dans les tableaux 29E.3 à 29E.5.

Tableau 29E.3 Ressources financières par composante

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) Budget ordinaire

												Variation															
												Ajustements techniques (élimination de dépenses non renouvelables et effet-report de postes créés au cours de l'exercice antérieur)		Nouveaux mandats et transferts entre les composantes ^a		Nouvelles réductions découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale		Gains d'efficacité découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale		Total avant actuali- sation des coûts		Actuali- sation des coûts		2016-2017 (montant prévu)			
												2012-2013 (dépenses effectives)		2014-2015 (crédits ouverts)													
																				Total		Pour-centage					
A. Direction exécutive et administration												7 583,7	6 695,5	—		999,0	(12,9)	—		986,1	14,7	7 681,6	284,1	7 965,7			
B. Programme de travail																											
Sous-programme 5																											
Gestion et coordination stratégiques dans les domaines de l'informatique et des communications												23 960,1	25 743,4	—		20 555,3	(12,3)	(719,0)	19 824,0	77,0	45 567,4	1 614,7	47 182,1				
Sous-programme 6																											
Aspects opérationnels de l'informatique et des communications												43 070,4	42 014,2	(50,8)		7 632,0	(20,8)	(2 119,3)	5 441,1	13,0	47 455,3	1 999,0	49 454,3				
Total partiel, B												67 030,5	67 757,6	(50,8)		28 187,3	(33,1)	(2 838,3)	25 265,1	37,3	93 022,7	3 613,7	96 636,4				
Total partiel, 1												74 614,2	74 453,1	(50,8)		29 186,3	(46,0)	(2 838,3)	26 251,2	35,3	100 704,3	3 897,8	104 602,1				

2) Quotes-parts hors budget ordinaire^b

	2012-2013 (dépenses effectives)	2014-2015 (montant estimatif)	2016-2017 (montant prévu)
B. Programme de travail	4 037,4	15 195,0	10 297,8
Total partiel, 2	4 037,4	15 195,0	10 297,8

3) Ressources extrabudgétaires^c

	2012-2013 (dépenses effectives)	2014-2015 (montant estimatif)	2016-2017 (montant prévu)
B. Programme de travail	27 410,0	34 423,0	35 997,0
Total partiel, 3	27 410,0	34 423,0	35 997,0
Total	106 061,7	124 071,1	150 896,9

(Voir notes du tableau page suivante)

(Notes du tableau)

^a Y compris le transfert de ressources précédemment inscrites aux chapitres 29B (Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité), 29C (Bureau de la gestion des ressources humaines) et 29D (Bureau des services centraux d'appui), compte tenu de la section II de la résolution 69/262 de l'Assemblée générale.

^b Imputés exclusivement sur le budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

^c Financés au moyen de ressources extrabudgétaires, à savoir celles provenant du Compte spécial pour les dépenses relatives aux services d'informatique et de télécommunications du Siège, du fonds spécial à l'appui des structures administratives financées au moyen de ressources extrabudgétaires et du fonds spécial à l'appui des activités de fond financées au moyen de ressources extrabudgétaires.

Tableau 29E.4 Postes

	Postes permanents inscrits au budget ordinaire ^a		Postes temporaires							
			Budget ordinaire		Quotes-parts hors budget ordinaire ^b		Ressources extrabudgétaires ^c		Total ^a	
	2014- 2015	2016- 2017	2014- 2015	2016- 2017	2014- 2015	2016- 2017	2014- 2015	2016- 2017	2014- 2015	2016- 2017
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur										
SSG	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1
D-2	1	2	—	—	—	—	—	—	1	2
D-1	4	6	—	—	—	—	—	—	4	6
P-5	13	15	—	—	—	—	—	—	13	15
P-4/3	51	57	—	—	6	9	1	3	58	69
P-2/1	7	12	—	—	3	3	—	—	10	15
Total partiel	77	93	—	—	9	12	1	3	87	108
Agents des services généraux										
1 ^{re} classe	11	17	—	—	3	3	2	2	16	22
Autres classes	47	70	—	—	2	3	9	10	58	83
Total partiel	58	87	—	—	5	6	11	12	74	105
Catégories diverses										
Agents des corps de métiers	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1
Total partiel	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1
Total	136	181	—	—	14	18	12	15	162	214

^a Y compris 42 postes précédemment inscrits aux chapitres 29B (Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité), 29C (Bureau de la gestion des ressources humaines) et 29D (Bureau des services centraux d'appui), qu'il est proposé de transférer pendant l'exercice 2016-2017, compte tenu de la section II de la résolution 69/262 de l'Assemblée générale.

^b Financés au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

^c Financés au moyen de ressources extrabudgétaires, à savoir celles provenant du Compte spécial pour les dépenses relatives aux services d'informatique et de télécommunications du Siège, du fonds spécial à l'appui des structures administratives financées au moyen de ressources extrabudgétaires et du fonds spécial à l'appui des activités de fond financées au moyen de ressources extrabudgétaires.

Tableau 29.5 Répartition des ressources par composante, en pourcentage

	Budget ordinaire	Quotes-parts hors budget ordinaire	Ressources extrabudgétaires
A. Direction exécutive et administration	7,7	–	–
B. Programme de travail			
5. Gestion et coordination stratégiques dans les domaines de l'informatique et des communications	45,2	86,4	2,3
6. Aspects opérationnels de l'informatique et des communications	47,1	13,6	97,7
Total partiel	92,3	100,0	100,0
Total	100,0	100,0	100,0

Ajustements techniques

- 29E.22 La variation s'explique par l'élimination de dépenses d'un montant de 50 800 dollars liées aux services contractuels afférents à la sécurité informatique qui entraînent dans la catégorie des dépenses non renouvelables.

Nouveaux mandats et transferts entre les composantes

- 29E.23 L'augmentation nette de 29 186 300 dollars s'explique par les ressources nécessaires : a) à l'exploitation et à la maintenance d'Umoja et aux activités d'assistance y afférentes, comme indiqué dans le sixième rapport d'étape du Secrétaire général sur le progiciel de gestion intégré (A/69/385 et Corr.1), ainsi qu'aux mesures à prendre pour donner suite à la section VI de la résolution 69/274 de l'Assemblée générale (6 323 800 dollars); b) à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie informatique et communications, qui a été présentée par le Secrétaire général dans son rapport (A/69/517), et aux mesures à prendre pour donner suite à la section II de la résolution 69/262 (2 944 000 dollars); c) à l'intégration des fonctions informatique et des fonctions de communications à l'appui de la nouvelle stratégie. Il est proposé de procéder à l'intégration des fonctions au moyen des ressources existantes, celles-ci prenant la forme de postes et de ressources connexes transférées au Bureau de l'informatique et des communications par le Bureau de la gestion des ressources humaines, le Bureau des services centraux d'appui et le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité. Le montant total des ressources cédées au Bureau ou résultant de changements à l'intérieur du Bureau, dont des postes transférés d'un lieu d'affectation à un autre, s'élève à 19 918 500 dollars.

Nouvelles réductions découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale

- 29E.24 En application de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale, des réductions d'un montant de 46 000 dollars sont proposées au titre des objets de dépense autres que les postes; elles correspondent à une réduction des frais de voyage du fait des répercussions attendues de l'application des nouvelles règles régissant les conditions de voyage en avion.

Gains d'efficacité découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale

- 29E.25 En application de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale, une variation à la baisse de 2 838 300 dollars est proposée au titre des postes (647 200 dollars) et des autres objets de dépense (2 191 100 dollars). La réduction de 647 200 dollars s'explique par le gel des recrutements touchant les postes permanents au titre de la composante direction exécutive et administration (130 800 dollars) et des sous-programmes 5 (124 000 dollars) et 6 (392 400 dollars).

- 29E.26 La réduction de 2 191 100 dollars proposée au titre des autres objets de dépense tient principalement aux gains d'efficacité que le Département entend obtenir en 2016-2017, en application de la résolution 69/264.

Quotes-parts hors budget ordinaire et ressources extrabudgétaires

- 29E.27 Pendant l'exercice biennal 2016-2017, un montant estimatif de 45 538 900 dollars, dont 10 297 800 dollars au titre des quotes-parts hors budget ordinaire et 35 241 100 dollars au titre des ressources extrabudgétaires, complètera les ressources du budget-programme.
- 29E.28 Pendant l'exercice 2016-2017, le Bureau mettra l'accent sur les éléments suivants : déploiement du dispositif de sécurité et appui y afférent, Umoja, Inspira et systèmes propres aux missions de maintien de la paix. Un programme d'activités a été lancé dans les domaines suivants : a) les infrastructures, y compris les moyens d'établir des liaisons sécurisées et de qualité avec les Pôles informatiques de Valence et de Brindisi; b) les services d'assistance, s'agissant notamment de la normalisation des mécanismes et outils permettant aux centres d'assistance locaux d'apporter un appui efficace aux utilisateurs d'Umoja et d'Inspira; c) la poursuite du déploiement des systèmes permettant d'assurer le suivi du matériel appartenant aux contingents et la gestion des carburants, des rations, des identités et du Centre des Nations Unies pour les opérations et la gestion des crises, et l'appui y afférent; d) la vérification du respect des normes, l'évaluation du dispositif de sécurité et le renforcement de la sécurité; e) la coordination des activités de planification de la reprise après sinistre. Le Bureau et la Division de l'informatique et des communications, laquelle relève du Département de l'appui aux missions, installent, testent et gèrent en collaboration toute la gamme d'infrastructures nécessaires à l'exploitation de ces systèmes à Valence et à Brindisi.
- 29E.29 Le Bureau continuera d'apporter son concours aux opérations de maintien de la paix, en étroite coordination avec le Département de l'appui aux missions, et de mener un certain nombre d'initiatives majeures ayant une incidence directe sur l'efficacité et l'efficacité des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, notamment le renforcement de la sécurité des informations et des systèmes, l'amélioration de l'accès à des systèmes comme iSeek, le Système de diffusion électronique des documents (Sédoc) et Umoja, et la maintenance de la station terrestre de télécommunication par satellite du Siège. Il poursuivra la mise en service du progiciel de gestion de la relation client pour le suivi du matériel appartenant aux contingents, du système de gestion du carburant et du système central de gestion des identités dans les opérations de maintien de la paix et continuera de gérer la base de données regroupant les coordonnées des responsables pour le compte du Centre des Nations Unies pour les opérations et la gestion des crises. Il déploiera les correctifs découlant de la phase pilote du déploiement du système de gestion des rations.
- 29E.30 La réduction des ressources inscrites au budget du compte d'appui entre l'exercice biennal 2014-2015 (15 195 000 dollars) et l'exercice biennal 2016-2017 (10 297 800 dollars) s'explique par un changement de présentation des coûts afférents au développement des systèmes, lesquels ne sont plus comptabilisés dans le budget du compte d'appui mais dans les budgets des missions dans lesquelles les systèmes ont été déployés.
- 29E.31 Un montant total de 35 241 100 dollars est proposé au titre des ressources extrabudgétaires pour l'exercice 2016-2017. L'augmentation s'explique par la mise en service d'un réseau de communications MPLS (Multi-Protocol Label Switching), par la modernisation d'infrastructures et par la progression des dépenses de télécommunication.

Autres éléments d'information

- 29E.32 Au paragraphe 16 de la section I de sa résolution 67/254, l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général d'identifier et de mettre en œuvre les mesures nécessaires au bon déroulement de toutes les phases du projet Umoja et de veiller à ce que le Bureau de l'informatique et des communications et les départements, bureaux et services compétents soient capables d'appuyer le fonctionnement du progiciel par eux-mêmes une fois qu'il aurait été mis en service pour améliorer la productivité et rationaliser les modalités de prestation de services.
- 29E.33 Au paragraphe 17 de la section I de la même résolution, elle lui a demandé également de poursuivre à titre prioritaire l'application de son plan d'action pour renforcer la sécurité informatique, de veiller à ce que soient adoptés, sans plus tarder, la directive de sécurité informatique et les documents directifs connexes, de façon à assurer la transparence à tous les niveaux de l'Organisation, et de prendre d'urgence des mesures pour lever les éventuels obstacles empêchant l'application effective du plan d'action ou la promulgation et la mise en œuvre des politiques concernant la sécurité informatique au sein du Secrétariat.
- 29E.34 Les priorités avaient également été recensées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport (A/67/651), en particulier en ce qui concernait la mise en service d'Umoja et l'adoption de mesures de sécurité visant à prémunir l'Organisation contre des cyberattaques.
- 29E.35 En réponse aux demandes faites par l'Assemblée générale et aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes pendant l'exercice 2014-2015, le Bureau met l'accent sur le déploiement d'Umoja et l'appui y relatif et sur la sécurité informatique. Un programme d'activités concernant Umoja a été lancé dans les domaines suivants : a) les infrastructures, y compris les moyens d'établir des liaisons sécurisées et de qualité avec les Pôles informatiques de Valence et de Brindisi; b) les services d'assistance, s'agissant notamment de la normalisation des mécanismes et outils permettant d'apporter un appui efficace aux utilisateurs d'Umoja; c) les applications existantes, y compris du point de vue de l'incidence de la mise en service d'Umoja sur les applications mises au point localement afin de faciliter l'exécution des procédures administratives utilisées avec le Système intégré de gestion; d) la vérification du respect des normes, l'évaluation du dispositif de sécurité et le renforcement de la sécurité; e) la coordination des activités de planification de la reprise après sinistre. De plus, le Bureau et la Division de l'informatique et des communications, laquelle relève du Département de l'appui aux missions, installent, testent et gèrent en collaboration toute la gamme d'infrastructures nécessaires à l'exploitation d'Umoja à Valence et à Brindisi.
- 29E.36 Pendant l'exercice 2016-2017, le Bureau s'attachera à mettre en œuvre les réformes majeures approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/262. Sous la direction du Secrétaire général adjoint à la gestion et avec l'appui du Bureau du Secrétaire général adjoint, il veillera à ce que les États Membres, la direction et le personnel soient informés des mesures qu'il prend en vue de renforcer son efficacité, d'être tenu comptable de son action et d'axer davantage ses efforts sur les résultats, et il s'attachera à associer les différentes parties prenantes à ses activités.

Centralisation dans le Département de la gestion des fonctions et moyens afférents à l'informatique et aux communications

- 29E.37 En application de la résolution 66/246 et de la section II de la résolution 69/262 de l'Assemblée générale et afin de remédier aux problèmes mis en évidence par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport (A/67/651), le Département de la gestion a entrepris de regrouper les fonctions et les moyens afférents à l'informatique et aux communications. Il s'agit ainsi de mettre fin au morcellement et au chevauchement des activités.

- 29E.38 L'accent sera mis sur le regroupement au sein du Bureau de l'informatique et des communications des unités administratives qui assument des fonctions touchant à l'informatique et aux communications dans le Département de la gestion, plus précisément dans le Bureau de la gestion des ressources humaines, le Bureau des services centraux d'appui et le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité.
- 29E.39 Dans le cadre de cette initiative, les postes, le personnel contractuel et les ressources autres que les postes seront transférés au Bureau de l'informatique et des communications.
- 29E.40 Un comité directeur a été chargé de piloter l'intégration des unités administratives touchées dans le Département de la gestion, de veiller à ce que la transition bénéficie de l'appui voulu, de faire comprendre l'objet du nouveau modèle d'activité et de prendre les décisions de nature à faciliter la transition.

A. Direction exécutive et administration

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 7 681 600 dollars

- 29E.41 La responsabilité de la direction exécutive et de l'administration incombe au Bureau du Directeur général de l'informatique et des communications. Afin de s'acquitter de ses responsabilités en la matière et dans le domaine de la gestion d'ensemble du Bureau de l'informatique et des communications, le Bureau du Directeur général de l'informatique et des communications contribue à la planification et à la gestion stratégiques globales, coordonne les travaux des unités administratives relevant directement du Bureau et assure la liaison avec les chefs des services informatiques des autres départements, bureaux et lieux d'affectation.
- 29E.42 Avec l'adoption par l'Assemblée générale de sa résolution 69/262, l'autorité centrale du Directeur général de l'informatique et des communications a été réaffirmée et renforcée dans les domaines de la sécurité informatique, de l'orientation générale et de l'efficacité des activités informatiques et des activités de communications dans l'Organisation. Le Directeur de l'informatique et des communications assurera la direction stratégique centrale s'agissant de l'élaboration et de la mise en œuvre des services informatiques et des services de communication dans l'ensemble de l'Organisation, ainsi que de la planification et de la coordination de ces services dans l'ensemble du Secrétariat, y compris les progiciels intégrés et les infrastructures, et agira dans le sens de la cohérence et de la coordination des travaux menés dans les domaines de l'information et des communications, par le Secrétariat et par les fonds, programmes et institutions spécialisées. Il s'agit, à la faveur de cette stratégie, de mettre en place un environnement et une architecture qui permettent l'adoption d'un mode opératoire commun à l'ensemble de l'Organisation ménageant autonomie et souplesse opérationnelles, ainsi qu'un environnement complètement harmonisé à l'échelle mondiale sûr, fiable, modulable et aisément accessible.

Tableau 29E.6 Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Veiller à l'application intégrale des décisions des organes délibérants et au respect des politiques et procédures de l'Organisation relatives à la gestion du programme de travail et des ressources humaines et financières

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès		Mesure des résultats		
			2016-2017	2014-2015	2012-2013
a) Programme de travail efficacement géré	i) Renforcement de l'appui apporté aux initiatives stratégiques dans les domaines de l'informatique et des communications [pourcentage]	Objectif	100	100	–
		Estimation		100	–
		Résultats effectifs			–
	ii) Renforcement du contrôle central pour les questions relatives à l'informatique et aux communications, à la gestion des ressources, aux normes, à la sécurité, à l'architecture, aux directives et aux orientations données par le Directeur général de l'informatique et des communications	Objectif	100	–	–
		Estimation		–	–
		Résultats effectifs			–
b) Renforcement de la cohérence de fond dans la conduite des activités menées par le Secrétariat et les organismes des Nations Unies dans les domaines de l'informatique et des communications	Augmentation du nombre de directives, de contrats, de services mis en commun et de normes techniques approuvés par les organisations appliquant le régime commun des Nations Unies dans le cadre de forums tels que ceux créés sous la houlette du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination	Objectif	15	15	–
		Estimation		15	10
		Résultats effectifs			10

Facteurs externes

- 29E.43 Le Bureau de l'informatique et des communications devrait atteindre les objectifs visés et parvenir aux réalisations escomptées s'il bénéficie de la coopération et du soutien sans faille de toutes les parties intéressées en ce qui concerne la mise en œuvre des politiques et stratégies en matière d'informatique et de communications.

Produits

- 29E.44 Les produits et activités de l'exercice biennal 2016-2017 seront les suivants :

- Représentation du Secrétaire général aux réunions des organes intergouvernementaux de l'ONU consacrées à diverses questions liées à l'informatique et aux communications, en cas de besoin;
- Mise en œuvre d'une gestion intégrée des marchés en ce qui concerne les achats et les accords et contrats de services;
- Choix des objectifs et des niveaux de référence afin de mesurer les résultats dans le cadre des projets en cours et futurs;

- d) Établissement des prévisions budgétaires quinquennales indicatives afférentes à l'informatique et aux communications dans le Secrétariat, en coordination avec les services informatiques et les services de communications concernés;
- e) Planification et contrôle de gestion des moyens informatiques et des moyens de communication;
- f) Élaboration de politiques et de procédures relatives à l'informatique et aux communications, applicables à l'ensemble du Secrétariat et promulguées par voie de circulaires du Secrétaire général et d'instructions administratives et dans le plan directeur consacré à l'informatique et aux communications;
- g) Suivi et coordination des activités de manière à assurer le bon fonctionnement du Bureau et liaison avec les départements et bureaux clients et avec les autres parties prenantes;
- h) Évaluation des risques afférents aux programmes, services et activités dans les domaines de l'informatique et des communications dans l'ensemble du Secrétariat et établissement d'un plan de gestion des risques;
- i) Élaboration d'une campagne de communication : mémorandums, politiques et procédures; réponses aux comités exécutifs, tels que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ou la Cinquième Commission; rapports sur l'état d'avancement des programmes et des projets; annonces relatives aux activités menées; blogue du Directeur général de l'informatique et des communications;
- j) Gestion et contrôle technique des projets de grande ampleur afin de veiller à ce qu'ils cadrent avec la stratégie arrêtée et avec des méthodes de gestion de projets propres à garantir le bon déroulement des activités et la réalisation des objectifs fixés par les clients et les services informatiques.

29E.45 La répartition des ressources prévues pour la composante direction exécutive et administration est indiquée dans le tableau 29E.7.

Tableau 29E.7 **Ressources nécessaires : direction exécutive et administration**

Catégorie	Ressources (milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2014-2015	2016-2017 (avant actuali- sation des coûts)	2014-2015	2016-2017
Budget ordinaire				
Postes	3 930,5	5 605,7	17	23
Autres objets de dépense	2 765,0	2 075,9	—	—
Total	6 695,5	7 681,6	17	23

29E.46 Le montant prévu s'élève à 7 681 600 dollars, soit une augmentation nette de 986 100 dollars. Il servira à financer 23 postes [1 SSG, 2 P-5, 2 P-4, 3 P-3, 3 G(1°C) et 12 G(AC)] au Bureau du Directeur général de l'informatique et des communications, au Bureau de la gestion des grands projets et à la Section de la coordination des opérations (5 605 700 dollars) et d'autres objets de dépense, dont le personnel temporaire (autre que pour les réunions), les frais de voyage du personnel, les services contractuels, les frais généraux de fonctionnement, les fournitures et les accessoires, et le mobilier et le matériel (2 075 900 dollars).

29E.47 L'augmentation nette de 986 100 dollars est due aux facteurs suivants :

- a) Une augmentation nette des prévisions de dépenses d'un montant de 1 675 200 dollars au titre des postes, qui tient à la cession de six postes par le sous-programme 6 [2 P-4, 2 P-3, 1 G(1°C) et 1 G(AC)] dans le cadre de la restructuration du Bureau, y compris la réaffectation des ressources, en vue de renforcer la composante direction exécutive et administration (1 806 000 dollars), en partie compensée par le gel des recrutements à des postes permanents (130 800 dollars);
- b) Une diminution nette au titre d'autres objets de dépense (689 100 dollars), qui s'explique par des mesures d'économie afférentes au matériel de bureautique et par une gestion efficace des opérations et du recouvrement des coûts, laquelle permet au Bureau de s'affranchir de l'outil de suivi du financement des projets, Nova, diminution en partie contrebalancée par une augmentation des prévisions de dépenses au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions).

B. Programme de travail

29E.48 La répartition des ressources prévues par sous-programme est indiquée dans le tableau 29E.8.

Tableau 29E.8 Ressources nécessaires, par sous-programme

Catégorie	Ressources (milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2014-2015	2016-2017 (avant actuali- sation des coûts)	2014-2015	2016-2017
Budget ordinaire				
1. Sous-programme 5	25 743,4	45 567,4	56	89
2. Sous-programme 6	42 014,2	47 455,3	63	69
Total partiel	67 757,6	93 022,7	119	158
Quotes-parts hors budget ordinaire	15 195,0	10 297,8	14	18
Ressources extrabudgétaires	34 423,0	35 997,0	12	15
Total	117 375,6	139 317,5	145	191

Sous-programme 5

Gestion et coordination stratégiques dans les domaines de l'information et des communications

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 45 567 400 dollars

- 29E.49 L'exécution du sous-programme est confiée au Bureau du Directeur général de l'informatique et des communications, au Bureau de la gestion des grands projets, à la Section de la coordination des opérations, à la Division des services mondiaux et aux Pôles d'applications de New York et Bangkok.
- 29E.50 Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie décrite au sous-programme 5 du programme 25 du rapport du Secrétaire général sur la récapitulation des modifications à apporter au plan-programme biennal pour la période 2016-2017.

Tableau 29E.9 Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Faciliter et garantir la mise en œuvre de tous les éléments de la stratégie informatique et communications en vue d'instituer des programmes qui soutiennent les travaux menés par l'Organisation dans les domaines de la paix et de la sécurité, du développement, des droits de l'homme et du droit international, entre autres mandats

Composante 1 : Structures de gestion

Réalizations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès		Mesure des résultats		
			2016-2017	2014-2015	2012-2013
a) Application intégrale par l'Organisation des politiques, procédures et directives relatives à l'informatique et aux communications ainsi que des procédures et des orientations relatives à la gouvernance dans ces domaines	Augmentation du pourcentage de modèles et de dispositifs concernant l'ensemble de l'Organisation qui, pris ensemble, constituent des structures de gestion efficaces	Objectif	100	–	–
		Estimation		50	–
		Résultats effectifs			–
b) Mise en place de services, d'infrastructures et de systèmes conformes aux normes et à l'architecture	Renforcement de la cohérence des structures de gestion dans tous les bureaux, départements, commissions économiques, tribunaux et missions des Nations Unies [pourcentage]	Objectif	100	–	–
		Estimation		50	–
		Résultats effectifs			–

Facteurs externes

- 29E.51 Le Bureau de l'informatique et des communications devrait atteindre les objectifs visés et parvenir aux réalisations escomptées s'il bénéficie de la coopération et du soutien sans faille de toutes les parties intéressées aux fins de l'établissement d'accords internes, de la mise en conformité avec les structures de gestion et de la mise au point d'un modèle permettant de parvenir à un équilibre entre une gestion centralisée et des opérations qui continueront d'être effectuées localement par les bureaux, les départements et les missions.

Produits

- 29E.52 Les produits et activités de l'exercice biennal 2016-2017 seront les suivants :
- Élaboration et généralisation de politiques ayant une portée générale (1);
 - Inventaire mensuel des contrats existants dans les domaines de l'informatique et des communications (1);
 - Élaboration, ratification et institutionnalisation de politiques (1);
 - Examen des systèmes, des infrastructures et des services dans les domaines de l'informatique et des communications en vue de les mettre en conformité avec les normes et l'architecture retenues (1);
 - Passage à des accords applicables à l'ensemble du Secrétariat dans les domaines de l'informatique et des communications (1).

Tableau 29E.10 Composante 2 : alignement de la technologie sur l'activité de fond de l'Organisation

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès		Mesure des résultats		
			2016-2017	2014-2015	2012-2013
a) Mise au point de services informatiques et de services de communication de nature à faciliter les travaux des États Membres	i) Augmentation du taux de satisfaction des États Membres en ce qui concerne les services reçus [pourcentage]	Objectif	100	–	–
		Estimation		50	–
		Résultats effectifs			–
	ii) Augmentation du taux d'adoption des outils informatiques et des outils de communications par les États Membres [pourcentage]	Objectif	100	–	–
		Estimation		50	–
		Résultats effectifs			–
b) Conception de programmes, de services et d'infrastructures de nature à faciliter le travail de fond de l'Organisation	Augmentation du pourcentage de stratégies techniques liées à la stratégie informatique et communications de l'Organisation qui cadrent avec les stratégies et priorités dans les domaines de la paix et de la sécurité, du développement, des droits de l'homme et du droit international [pourcentage]	Objectif	100	–	–
		Estimation		50	–
		Résultats effectifs			–
c) Mise en œuvre de stratégies de communication concernant les programmes relatifs à l'informatique et aux communications dans le Secrétariat	Renforcement de la coordination en ce qui concerne la conception de solutions novatrices [pourcentage]	Objectif	100	–	–
		Estimation		50	–
		Résultats effectifs			–

Facteurs externes

- 29E.53 Le Bureau de l'informatique et des communications devrait atteindre les objectifs visés et parvenir aux réalisations escomptées : a) s'il bénéficie de la coopération et du soutien sans faille de toutes les parties intéressées aux fins de l'établissement d'accords internes de nature à faciliter la coordination et la collaboration dans le cadre de la conception et de la mise au point de solutions techniques novatrices qui appuient les travaux de l'Organisation; b) si les ressources nécessaires à la mise en adéquation des programmes techniques avec les programmes afférents à l'activité de fond de l'Organisation sont disponibles.

Produits

- 29E.54 Les produits et activités de l'exercice biennal 2016-2017 seront les suivants :
- a) Services de conférence, administration et contrôle : exposés trimestriels aux États Membres sur les services et solutions dans les domaines de l'informatique et des communications (1);
 - b) Présentation dans les délais d'un rapport d'étape à l'Assemblée générale à sa soixante-dixième session (1);
 - c) Élaboration de stratégies techniques qui coïncident avec les stratégies opératoires des bureaux, des départements, des commissions régionales, des tribunaux et des missions touchant les travaux de fond de l'Organisation dans les domaines de la paix et de la sécurité, du développement, des droits de l'homme et du droit international (1);

- d) Nombre de programmes stratégiques dans les domaines de l'informatique et des communications qui appuient les travaux de l'Organisation (1).

Tableau 29E.11 Composante 3 : informatique analytique et informatique décisionnelle

Réalizations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès		Mesure des résultats		
			2016-2017	2014-2015	2012-2013
a) Fourniture des composants techniques de l'informatique analytique et de l'informatique décisionnelle dans le cadre du plan directeur de prestation de services dans les domaines de l'informatique et des communications, en particulier par l'intermédiaire des Pôles d'applications	i) Élaboration de normes pour les systèmes d'analyse des données et d'aide à la décision en vue de garantir l'intégrité de l'information et l'accès à des données qui facilitent la prise de décisions concernant les différents programmes de l'Organisation [pourcentage]	Objectif	100	–	–
		Estimation		–	–
		Résultats effectifs			–
	ii) Réduction du pourcentage de systèmes analytiques et d'aide à la décision ne correspondant pas aux normes [pourcentage]	Objectif	25	–	–
		Estimation		–	–
		Résultats effectifs			–
b) Instauration d'une totale transparence en ce qui concerne les activités touchant l'informatique analytique et l'informatique décisionnelle et établissement de mécanismes de gouvernance	i) Augmentation du pourcentage des pratiques de référence concernant la gouvernance des données	Objectif	50	–	–
		Estimation		–	–
		Résultats effectifs			–
	ii) Regroupement des différentes sources de données relatives à l'administration afin de faciliter la mise en commun de données de qualité [pourcentage]	Objectif	50	–	–
		Estimation		–	–
		Résultats effectifs			–
c) Mise en place de solutions analytiques et de solutions d'aide à la décision pouvant se greffer sur Umoja	Mise en place de solutions analytiques et de solutions d'aide à la décision en vue de faciliter l'accès aux données d'Umoja et de faciliter véritablement la prise de décisions [pourcentage]	Objectif	100	–	–
		Estimation		50	–
		Résultats effectifs			–

Facteurs externes

- 29E.55 Le Bureau de l'informatique et des communications devrait atteindre les objectifs visés et parvenir aux réalisations escomptées : a) si les ressources nécessaires à la mise en service et à la généralisation de solutions analytiques et de solutions d'aide à la décision intégrées à Umoja sont disponibles; b) toutes les parties prenantes restent attachées à l'établissement d'accords internes qui facilitent la mise au point de données, de systèmes de gestion et de méthodes d'accès unifiées et standardisées.

Produits

29E.56 Les produits et activités de l'exercice biennal 2016-2017 seront les suivants :

- a) Adoption de normes s'appliquant à tous les éléments relatifs aux solutions analytiques et aux solutions d'aide à la décision (1);
- b) Adoption de principes directeurs couvrant les principaux éléments de la gouvernance des données (1);
- c) Description des sources de données dans le Secrétariat (1);
- d) Fourniture de solutions informatiques d'aide à la décision (1).

Tableau 29E.12 Composante 4 : mise au point d'applications et de sites Web et appui y afférent

Réalizations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès		Mesure des résultats		
			2016-2017	2014-2015	2012-2013
a) Fourniture de solutions communes afin d'éliminer le recours à des solutions locales	Augmentation du nombre d'applications et de services communs proposés par les pôles d'applications	Objectif	46	39	9
		Estimation		42	37
		Résultats effectifs			37
b) Harmonisation des solutions techniques et réduction du morcellement grâce à la réduction du nombre d'applications et de sites Web dans l'ensemble de l'Organisation	i) Réduction du nombre de sites Web dans l'ensemble de l'Organisation	Objectif	150	–	–
		Estimation		–	–
		Résultats effectifs			–
	ii) Réduction du nombre d'applications dans l'ensemble de l'Organisation	Objectif	250	–	–
		Estimation		–	–
		Résultats effectifs			–
c) Meilleur respect des normes, principes directeurs et méthodes techniques et mise en conformité avec les politiques et l'architecture retenues dans les domaines de l'informatique et des communications, dans le cadre du plan directeur de prestation de services	Augmentation du pourcentage de solutions communes qui sont conformes aux normes, principes directeurs et méthodes techniques [pourcentage]	Objectif	100	–	–
		Estimation		–	–
		Résultats effectifs			–
d) Amélioration des systèmes d'information concernant les ressources humaines	Stabilisation et actualisation de tous les modules Inspira (recrutement, gestion de la performance, perfectionnement et mobilité) dans le cadre d'activités périodiques de maintenance visant à améliorer le système [nombre d'actualisations]	Objectif	6	–	–
		Estimation		24	–
		Résultats effectifs			36

Facteurs externes

29E.57 Le Bureau de l'informatique et des communications devrait atteindre les objectifs visés et parvenir aux réalisations escomptées s'il bénéficie de la coopération et du soutien sans faille de toutes les parties intéressées dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie informatique et

communications et des politiques y afférentes et s'il dispose des ressources nécessaires pour harmoniser les solutions techniques retenues pour les applications et les sites Web.

Produits

29E.58 Les produits et activités de l'exercice biennal 2016-2017 seront les suivants :

- a) Appui opérationnel : maintien de l'intégrité des bases de données et de l'homogénéité de leur architecture (1);
- b) Gestion du système central d'établissement des états, maintien d'un accès optimal aux données et adaptation du système compte tenu de l'évolution technique et de l'évolution des besoins de tous les lieux d'affectation (1);
- c) Amélioration de l'outil de déploiement centralisé des mises à jour automatiques sur les ordinateurs (1);
- d) Appui à l'ensemble des systèmes de gestion des ressources mis au point par le Bureau, notamment à plus d'une trentaine d'applications d'automatisation des processus actuellement utilisés par le Secrétariat (1);
- e) Nouvelles technologies et développement : fourniture d'un appui au transfert des données entre les systèmes existants et Umoja (1);
- f) Mise au point d'interfaces de données entre les systèmes existants et Umoja (1);
- g) Mise en service d'applications de gestion des services dans les départements et bureaux (1);
- h) Mise en service d'un logiciel d'appui technique pour Umoja (1);
- i) Mise au point de solutions de gestion des ressources communes au Siège et aux missions, sous la forme d'applications intégrées de gestion de la relation client (1);
- j) Coordination des activités du Groupe de travail sur la gestion des ressources du Secrétariat en vue de faciliter la mise en commun des ressources et des enseignements tirés de l'expérience (1).

Tableau 29E.13 Composante 5 : renforcement de la sécurité informatique

		Mesure des résultats			
Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès		2016-2017	2014-2015	2012-2013
a) Mise en œuvre du plan de gestion de la sécurité informatique approuvé dans le cadre de la stratégie informatique et communications	i) Augmentation du pourcentage d'installations des mises à jour de sécurité [pourcentage]	Objectif	75	—	—
		Estimation		—	—
		Résultats effectifs			—
	ii) Augmentation du pourcentage de capacités permettant d'assurer un suivi efficace des moyens et des données dans les domaines de l'informatique et des communications ainsi que des tentatives d'intrusion et des violations des politiques	Objectif	25	—	—
		Estimation		—	—
		Résultats effectifs			—

Titre VIII Services communs d'appui

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès		Mesure des résultats		
			2016-2017	2014-2015	2012-2013
	iii) Augmentation du pourcentage de mécanismes permettant d'examiner et de valider les dispositifs de contrôle de la sécurité concernant les applications et les sites Web améliorés	Objectif	50	—	—
		Estimation		—	—
		Résultats effectifs			—
	iv) Augmentation du pourcentage des déploiements et des mises à niveau des composantes des infrastructures de sécurité visant à prévenir, déceler et combattre les cyberattaques	Objectif	75	—	—
		Estimation		—	—
		Résultats effectifs			—
b) Mise en œuvre du plan d'action en 10 points approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 68/247 A en vue de renforcer la sécurité informatique dans l'Organisation	Augmentation du pourcentage de configurations sécurisées déployées sur les ordinateurs du Secrétariat	Objectif	90	—	—
		Estimation		—	—
		Résultats effectifs			—
c) Renforcement des capacités de reprise après sinistre	Augmentation du pourcentage de mécanismes, plans et procédures de reprise après sinistre qui ont été décrits et testés pour tous les systèmes et applications essentiels [pourcentage]	Objectif	70	—	—
		Estimation		—	—
		Résultats effectifs			—
d) Respect du principe de responsabilité et gestion de la sécurité informatique dans le Secrétariat sous l'autorité centrale du Directeur général de l'informatique et des communications	Établissement d'un dispositif de gouvernance de la sécurité informatique permettant d'instituer, sous l'autorité centrale du Directeur général de l'informatique et des communications, une gestion efficace et responsable de la sécurité informatique dans le Secrétariat [pourcentage]	Objectif	100	—	—
		Estimation		—	—
		Résultats effectifs			—

Facteurs externes

- 29E.59 Le Bureau de l'informatique et des communications devrait atteindre les objectifs visés et parvenir aux réalisations escomptées s'il bénéficie de la coopération et du soutien sans faille de toutes les parties intéressées en ce qui concerne les capacités relatives à la sécurité informatique aux niveaux local et régional.

Produits

- 29E.60 Les produits et activités de l'exercice biennal 2016-2017 seront les suivants :

- Enregistrement et surveillance des systèmes (1);
- Consignation de la suite donnée aux politiques et aux normes (1);
- Adaptation des applications et des systèmes à l'architecture et aux normes de sécurité (1);
- Configuration sécurisée des ordinateurs (1);
- Plans de reprise après sinistre pour les systèmes essentiels (1);

f) Actualisation des plans directeurs relatifs à la sécurité et à l'architecture informatiques (1).

29E.61 La répartition des ressources prévues pour le sous-programme 5 est indiquée dans le tableau 29E.14.

Tableau 29E.14 **Ressources nécessaires : sous-programme 5**

	Ressources (milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2014-2015	2016-2017 (avant actuali- sation des coûts)	2014-2015	2016-2017
Budget ordinaire				
Postes	17 096,2	24 463,2	56	89
Autres objets de dépense	8 647,2	21 104,2	—	—
Total partiel	25 743,4	45 567,4	56	89
Quotes-parts hors budget ordinaire	13 791,5	8 894,3	8	14
Ressources extrabudgétaires	—	818,1	—	2
Total	39 534,9	55 279,8	64	105

29E.62 Le montant de 45 567 400 dollars, en augmentation nette de 19 824 000 dollars, permettra de financer en partie 89 postes [1 D-2, 3 D-1, 10 P-5, 14 P-4, 21 P-3, 12 P-2, 4 G(1°C) et 24 G(AC)] (24 463 200 dollars) et d'autres objets de dépense, dont le personnel temporaire (autre que pour les réunions), les frais généraux de fonctionnement, les frais de voyage du personnel, les services contractuels, les fournitures et les accessoires, et le mobilier et le matériel (21 104 200 dollars).

29E.63 L'augmentation nette de 19 824 000 dollars est due aux facteurs suivants :

- a) Une augmentation nette de 7 367 000 dollars au titre des postes, qui s'explique par une augmentation de 7 491 000 dollars en partie compensée par le gel des recrutements à des postes permanents (124 000 dollars). L'augmentation au titre des postes tient principalement :
 - i) Au transfert de 12 postes [2 P-5, 1 P-4, 1 P-3, 1 P-2, 1 G(1°C) et 6 G(AC)] au Bureau de l'informatique et des communications, postes cédés par la Section des systèmes d'information ressources humaines (composante 5) du Bureau de la gestion des ressources humaines aux fins de la centralisation des fonctions prévue dans la nouvelle stratégie informatique et communications approuvée par l'Assemblée générale à la section II de sa résolution 69/262 (2 823 400 dollars);
 - ii) Au transfert de 16 postes [1 P-4, 5 P-3, 2 P-2 et 8 G(AC)] provenant du sous-programme 6 dans le cadre du projet de restructuration du Bureau, y compris la réaffectation de ressources (2 908 600 dollars);
 - iii) À la création de cinq postes (1 P-3 et 4 P-2) en vue de faciliter la mise en œuvre de la nouvelle stratégie informatique et communications approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/262 (1 249 600 dollars);
 - iv) Au reclassement de quatre postes (reclassement de 1 D-1 à D-2, de 2 P-5 à D-1 et de 1 P-4 à P-5) en vue de faciliter la mise en œuvre de la nouvelle stratégie informatique et communications approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/262 (509 400 dollars);

- b) Une augmentation nette de 12 457 000 dollars au titre des autres objets de dépense, laquelle s'explique principalement par une progression de 12 524 500 dollars au titre des services contractuels, des frais généraux de fonctionnement et du mobilier et du matériel, augmentation en partie compensée par une réduction au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) afin de tenir compte des gains d'efficience que le Département entend obtenir en 2016-2017, en application de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale. L'augmentation au titre des dépenses autres que les postes tient :
- i) Au transfert de ressources autres que les postes au Bureau de l'informatique et des communications, ressources cédées par la Section des systèmes d'information ressources humaines (composante 5) du Bureau de la gestion des ressources humaines aux fins de la centralisation des fonctions prévue dans la nouvelle stratégie informatique et communications approuvée par l'Assemblée générale à la section II de sa résolution 69/262 (505 700 dollars);
 - ii) Aux ressources nécessaires pour couvrir les frais d'exploitation et de maintenance d'Umoja ainsi que les dépenses d'appui, comme indiqué à l'Assemblée générale par le Secrétaire général dans son sixième rapport d'étape sur le progiciel de gestion intégré (A/69/385 et Corr.1) (1 222 000 dollars);
 - iii) Au projet de restructuration du Bureau, y compris la réaffectation des ressources provenant de la Section de l'appui aux services de radiotélédiffusion et aux services de conférence (Bureau des services centraux d'appui) aux fins de la centralisation des fonctions prévue dans la nouvelle stratégie informatique et communications approuvée par l'Assemblée générale à la section II de sa résolution 69/262 (7 524 900 dollars) et de celles provenant du sous-programme 6 (1 647 700 dollars), et à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie informatique et communications approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/262 (1 804 200 dollars).

Sous-programme 6

Aspects opérationnels de l'informatique et des communications

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 47 455 300 dollars

- 29E.64 L'exécution du sous-programme est confiée à la Division des opérations mondiales.
- 29E.65 Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie décrite au sous-programme 6 du programme 25 du rapport du Secrétaire général sur la récapitulation des modifications à apporter au plan-programme biennal pour la période 2016-2017.

Tableau 29E.15 Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Assurer la réalisation efficace, rationnelle et transparente des objectifs stratégiques de l'Organisation avec l'établissement de dispositifs de gestion de nature à faciliter l'harmonisation des programmes technologiques du Secrétariat

Composante 1 : hébergement centralisé

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès		Mesure des résultats		
			2016-2017	2014-2015	2012-2013
a) Regroupement dans le Pôle informatique de Valence des grandes applications exploitées à New York, dans les bureaux extérieurs et dans les commissions régionales	i) Pourcentage de grandes applications actuellement hébergées à New York transférées au Pôle informatique de Valence en vue de leur hébergement [pourcentage]	Objectif	100	–	–
		Estimation		50	–
		Résultats effectifs			–
	ii) Pourcentage d'applications actuellement hébergées par les bureaux extérieurs et les commissions régionales transférées au Pôle informatique de Valence en vue de leur hébergement [pourcentage]	Objectif	25	–	–
		Estimation		–	–
		Résultats effectifs			–
b) Regroupement des salles de serveurs et des centres informatiques dans les centres informatiques régionaux et les pôles informatiques et remplacement des serveurs physiques par des serveurs virtuels	Réduction du pourcentage de serveurs physiques [pourcentage]	Objectif	40	–	–
		Estimation		–	–
		Résultats effectifs			–

Facteurs externes

29E.66 Le Bureau de l'informatique et des communications devrait atteindre les objectifs visés et parvenir aux réalisations escomptées si les accords internes qui appuient le modèle d'hébergement centralisé sont conclus et que l'harmonisation des applications dans les différents lieux d'affectation se déroule avec le soutien de toutes les parties prenantes.

Tableau 29E.16 Composante 2 : consolidation des réseaux [mécanisme MPLS (multi-protocol label switching)]

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès		Mesures des résultats		
			2016-2017	2014-2015	2012-2013
a) Abandon progressif des réseaux régionaux au profit d'un réseau intégré géré centralement	Réduction de l'hétérogénéité des réseaux avec l'abandon progressif des réseaux régionaux au profit d'un réseau mondial fondé sur des normes approuvées au niveau central et sur les pratiques de référence en vigueur à l'extérieur de l'Organisation [pourcentage]	Objectif	100	–	–
		Estimation		30	–
		Résultats effectifs			–

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès		Mesures des résultats		
			2016-2017	2014-2015	2012-2013
b) Réduction du taux d'indisponibilité du réseau grâce à la structuration du réseau et à la surveillance de la sécurité	Augmentation du taux de disponibilité du réseau	Objectif	99,8	–	–
		Estimation		–	–
		Résultats effectifs			–

Facteurs externes

29E.67 Le Bureau de l'informatique et des communications devrait atteindre les objectifs visés et parvenir aux réalisations escomptées s'il bénéficie de la coopération et du soutien sans faille de toutes les parties intéressées en ce qui concerne l'établissement d'accords internes garantissant la visibilité intégrale de tous les réseaux du Secrétariat.

Tableau 29E.17 Composante 3 : pôle d'assistance centralisée

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès		Mesure des résultats		
			2016-2017	2014-2015	2012-2013
a) Renforcement de la capacité du Secrétariat de fournir un appui 24 heures sur 24 partout dans le monde pour les grandes applications	i) Augmentation du nombre d'applications pour lesquelles l'appui technique est pris en charge par le Pôle d'assistance centralisée [pourcentage]	Objectif	15	–	–
		Estimation		10	–
		Résultats effectifs			–
	ii) Fourniture par le Pôle d'assistance centralisée de services d'appui 24 heures sur 24 [pourcentage]	Objectif	75	–	–
		Estimation		70	–
		Résultats effectifs			–
	iii) Augmentation du pourcentage d'utilisateurs satisfaits des services reçus	Objectif	75	–	–
		Estimation		70	–
		Résultats effectifs			–
b) Harmonisation et rationalisation des procédures, des méthodes et de la plateforme informatique utilisées par les services d'assistance du Secrétariat	Réduction du pourcentage de services d'assistance opérant au niveau local dans l'ensemble du Secrétariat	Objectif	50 % dans l'ensemble du Secrétariat	–	–
		Estimation		100 % dans le Département de la gestion	–
		Résultats effectifs			–

Facteurs externes

- 29E.68 Le Bureau de l'informatique et des communications devrait atteindre les objectifs visés et parvenir aux réalisations escomptées si toutes les parties intéressées s'acquittent de leurs fonctions et responsabilités, coopèrent sans réserve de façon à faciliter le regroupement des services d'assistance et mettent des ressources suffisantes à la disposition du Bureau pour l'aider à s'acquitter des fonctions visées.

Produits

- 29E.69 Les produits et activités de l'exercice biennal 2016-2017 seront les suivants pour les composantes 1, 2 et 3 :

- a) Gestion des infrastructures :
 - i) Appui opérationnel : mise en conformité des services informatiques et des services de communications proposés par le Bureau avec les politiques en vigueur et les normes appliquées dans le secteur (1);
 - ii) Desserte numérique : gestion et maintenance des infrastructures de télécommunications qui relient le Siège de l'Organisation aux bureaux extérieurs et aux missions de maintien de la paix; expansion et mise à niveau de la messagerie électronique et des grandes applications (en coopération avec le Département de l'appui aux missions, si besoin est) (1);
 - iii) Dépenses d'équipement : modernisation des infrastructures de réseau équipant le complexe du Siège, afin de répondre aux besoins de groupes d'utilisateurs de taille variable en ce qui concerne la transmission de données audio, vidéo et autres essentielles à l'exécution des tâches prescrites; appui aux utilisateurs : fourniture d'un appui technique et opérationnel portant sur les serveurs, les ordinateurs et les dispositifs mobiles connectés au réseau du Siège (1);
- b) Activités de coordination :
 - i) Coordination des services d'appui proposés à toutes les missions permanentes et missions d'observation des États Membres auprès de l'ONU à New York (1);
 - ii) Exploitation et maintenance de quelque 10 000 téléphones raccordés au central téléphonique (1);
 - iii) Exploitation et maintenance du système sécurisé de communications téléphoniques et de messagerie électronique pour l'ensemble des bureaux de l'ONU (1);
 - iv) Fourniture d'un appui technique et opérationnel concernant les téléphones portables (1);
 - v) Appui technique pour les applications et solutions communes à l'ensemble de l'Organisation, telles que le Système de diffusion électronique des documents, la messagerie électronique, Inspira, Unite Identity, iNeed, Internet et intranet (1);
 - vi) Fourniture d'infrastructures aux centres informatiques du Siège en vue d'appuyer l'ensemble des applications propres à tels ou tels départements, et aux Pôles informatiques de Brindisi et de Valence en vue d'appuyer les applications utilisées dans l'ensemble de l'Organisation (1);
 - vii) Fourniture de services de gestion des incidents pour les grandes applications, dont Umoja, avec la création d'un pôle d'assistance centralisée (1).

Tableau 29E.18 Composante 4 : prise en mains d'Umoja dans l'ensemble du Secrétariat

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès		Mesure de résultats		
			2016-2017	2014-2015	2012-2013
a) Validation du niveau des ressources nécessaires afin d'appuyer Umoja pendant la phase de prise en mains	Description des besoins techniques et financiers et des besoins en ressources humaines aux fins de la prise en mains d'Umoja, besoins validés par les organes de gouvernance dans les domaines de l'informatique et des communications [pourcentage]	Objectif	100	–	–
		Estimation		100	–
		Résultats effectifs		–	–
b) Bon fonctionnement d'Umoja et fourniture de services d'appui continu dans le cadre de l'échelonnement de la prise en mains du système par le Bureau de l'informatique et des communications	i) Achèvement et approbation du dossier de décisions du projet, y compris le champ d'application, les risques, le calendrier et les principales étapes, aux fins du bon déroulement de 3 phases [pourcentage]	Objectif	100	–	–
		Estimation		100	–
		Résultats effectifs			–
	ii) Mise en œuvre du plan retenu pour la phase 1 relative à la prise en mains d'Umoja [pourcentage]	Objectif	100	–	–
		Estimation		100	–
		Résultats effectifs			–
	iii) Mise en œuvre du plan retenu pour la phase 2 relative à la prise en mains d'Umoja [pourcentage]	Objectif	100	–	–
		Estimation		–	–
		Résultats effectifs			–

Facteurs externes

- 29E.70 Le Bureau de l'informatique et des communications devrait atteindre les objectifs visés et parvenir aux réalisations escomptées s'il bénéficie de la coopération et du soutien sans faille de toutes les parties intéressées en ce qui concerne la prise en mains d'Umoja. Pour que l'opération réussisse, il faut que l'Organisation s'engage à mobiliser les ressources voulues et conserve à titre prioritaire la mémoire institutionnelle concernant Umoja, au besoin en la transmettant au Bureau.

Produits

- 29E.71 Les produits et activités de l'exercice 2016-2017 seront les suivants :
- a) Rapports sur l'état d'avancement du projet et actualisation du calendrier (1);
 - b) Actualisation de l'évaluation relative aux mesures à prendre pour appuyer Umoja (1).

Tableau 29E.19 Composante 5 : appui aux services de radiotélédiffusion et aux services de conférence

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès		Mesure des résultats		
			2016-2017	2014-2015	2012-2013
a) Modernisation généralisée des	i) Consolidation et harmonisation,	Objectif	100	–	–

Chapitre 29E Bureau de l'informatique et des communications

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès	Mesure des résultats			
		2016-2017	2014-2015	2012-2013	
solutions en ce qui concerne la technologie et le personnel, afin de promouvoir, sous l'autorité du Bureau de l'informatique et des communications, les effets de synergie et l'efficacité au niveau mondial en ce qui concerne les services de radiotélédiffusion et les services de conférence, les réunions classiques et les réunions virtuelles (visioconférences et téléconférences)	sous l'autorité du Directeur général de l'informatique et des communications, des modalités de radiotélédiffusion, des procédures d'appui aux conférences, des technologies sous-jacentes et des tâches à assumer en la matière par le personnel dans l'ensemble du Secrétariat [pourcentage]	Estimation		—	—
		Résultats effectifs			—
	ii) Réduction du nombre d'entités fournissant ce type de services en dehors de la structure d'ensemble et échappant à l'autorité centrale [pourcentage]	Objectif	100	—	—
		Estimation		—	—
		Résultats effectifs			—
	iii) Réduction du morcellement des activités grâce à l'adoption de technologies et de méthodes standard et à l'harmonisation de l'organisation des tâches et des fonctions [pourcentage]	Objectif	100	—	—
	Estimation		—	—	
	Résultats effectifs			—	
b) Fourniture de moyens techniques au personnel du Secrétariat, aux missions permanentes et aux délégations, accessibles au moyen d'un seul et même identifiant ou d'une seule et même carte d'identification numérique, notamment aux fins de la participation aux réunions, soit en personne soit de façon virtuelle, et de la consultation des enregistrements audio et vidéo des réunions dotés de fonctions de recherche	i) Renforcement de l'utilisation de moyens d'identification numérique (authentification et droits d'accès), notamment aux fins de l'accès aux enregistrements numériques, de l'affichage numérique concernant les réunions et de la participation aux réunions, y compris aux réunions virtuelles, telles que les visioconférences ou autres [pourcentage]	Objectif	100	—	—
		Estimation		—	—
		Résultats effectifs			—
	ii) Augmentation du pourcentage de procédures normalisées et harmonisées au moyen d'une seule et même solution informatique, qu'il s'agisse des fonctions à accomplir par le personnel, des modalités de gouvernance des réunions virtuelles, de la diffusion des enregistrements numériques et du contrôle des accès	Objectif	100	—	—
		Estimation		—	—
		Résultats effectifs			—
c) Fourniture d'un appui efficace aux réunions, y compris les réunions et manifestations virtuelles, notamment en ce qui concerne l'informatisation et l'utilisation autonome du matériel	Augmentation du pourcentage de normes techniques, de mécanismes de gouvernance et de procédures normalisées mis en œuvre au niveau mondial. Adoption d'une carte d'identification intégrée utilisable	Objectif	100	—	—
		Estimation		—	—
	sur plusieurs plateformes et servant à la définition des droits d'accès, à l'affichage des plaques nominatives des représentants et à la gestion des	Résultats effectifs			—

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès	Mesure des résultats		
		2016-2017	2014-2015	2012-2013
	supports numériques [pourcentage]			

Facteurs externes

- 29E.72 Le Bureau de l'informatique et des communications devrait atteindre les objectifs visés et parvenir aux réalisations escomptées si toutes les parties intéressées adoptent des normes et des programmes compatibles ainsi que des procédures et des normes qui facilitent l'obtention d'effets de synergies entre les différents départements.

Produits

- 29E.73 Les produits et activités de l'exercice 2016-2017 seront les suivants :
- a) Rattachement de la Section de l'appui aux services de radiotélédiffusion et aux services de conférence au Bureau de l'informatique et des communications (1);
 - b) Appui aux réunions avec des moyens en personnel et des moyens techniques adaptés (1);
 - c) Amélioration de l'efficacité opérationnelle avec l'adoption de modalités informatisées et de modalités d'utilisation autonome (1).
- 29E.74 La répartition des ressources prévues pour le sous-programme 6 est indiquée dans le tableau 29E.20.

Tableau 29E.20 Ressources nécessaires : sous-programme 6

Catégorie	Ressources (milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2014-2015	2016-2017 (avant actuali- sation des coûts)	2014-2015	2016-2017
Budget ordinaire				
Postes	15 619,5	15 772,0	63	69
Autres objets de dépense	26 394,7	31 683,3	—	—
Total partiel	42 014,2	47 455,3	63	69
Quotes-parts hors budget ordinaire	1 403,5	1 403,5	6	4
Ressources extrabudgétaires	34 423,0	34 423,0	12	13
Total	77 840,7	83 281,8	81	86

- 29E.75 Le montant de 47 455 300 dollars, en augmentation nette de 5 441 100 dollars, permettra de financer partiellement 69 postes (1 D-2, 3 D-1, 3 P-5, 6 P-4, 11 P-3, 10 G(1°C), 34 G(AC) et 1 CM) (15 772 000 dollars) et d'autres objets de dépense, dont le personnel temporaire (autre que pour les réunions), les frais de voyage du personnel, les services contractuels, les frais généraux de fonctionnement, les fournitures et les accessoires, et le mobilier et le matériel (31 683 300 dollars).
- 29E.76 L'augmentation nette de 5 441 100 dollars est due aux facteurs suivants :
- a) Une augmentation nette de 152 500 dollars au titre des postes, qui s'explique par :

- i) Le reclassement d'un poste P-5 à D-1 (106 300 dollars) et d'un poste P-4 à P-5 (61 000 dollars) dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie informatique et communications approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/262;
 - ii) Le transfert au Bureau de l'informatique et des communications d'un poste d'agent des services généraux (Autres classes), poste cédé par le Service de l'informatique financière du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, aux fins de la centralisation des fonctions prévue dans la nouvelle stratégie informatique et communications approuvée par l'Assemblée générale à la section II de sa résolution 69/262 (164 700 dollars);
 - iii) Le transfert au Bureau de l'informatique et des communications de 29 postes [1 P-5, 2 P-4, 3 P-3, 5 G(1°C) et 18 G(AC)], postes cédés par la Section de l'appui aux services de radiotélédiffusion et aux services de conférence du Bureau des services centraux d'appui, aux fins de la centralisation des fonctions prévue dans la nouvelle stratégie informatique et communications approuvée par l'Assemblée générale à la section II de sa résolution 69/262 (6 005 700 dollars);
- b) Une augmentation nette de 5 288 600 dollars au titre des dépenses autres que les postes, laquelle s'explique principalement par une variation à la hausse au titre de divers objets de dépense, en partie compensée par le fait qu'il n'est plus nécessaire de recourir à du personnel temporaire (autre que pour les réunions) pour lequel des dépenses ponctuelles avaient été prévues en 2014-2015 et par les gains d'efficacité que le Département entend obtenir en 2016-2017, en application de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale.

29E.77 La progression des dépenses prévues au titre des postes est en partie compensée par :

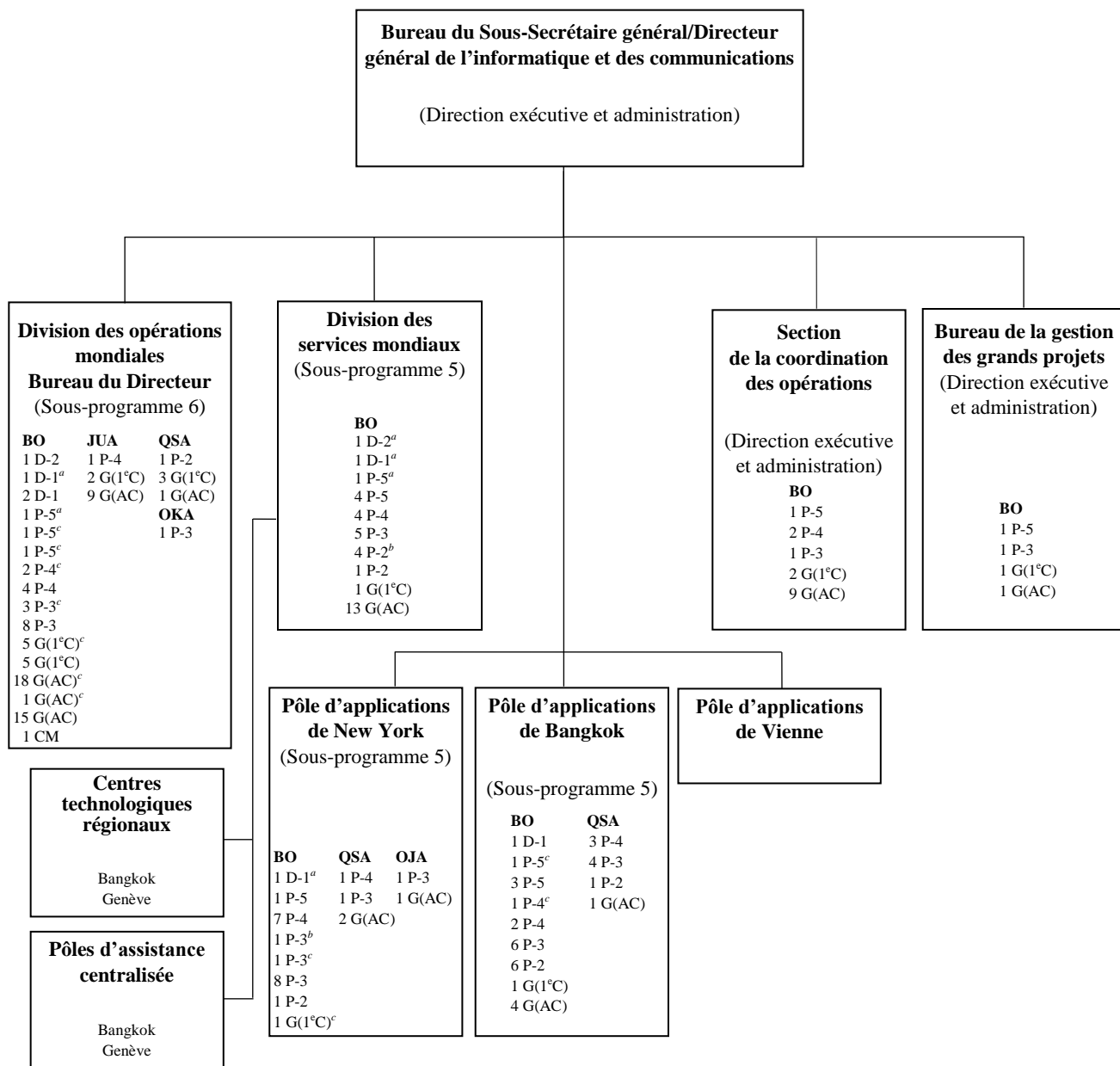
- a) Le gel des recrutements touchant les postes permanents (392 400 dollars);
- b) La suppression de deux postes d'agent des services généraux (Autres classes) dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie informatique et communications approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/262 (329 400 dollars);
- c) La cession de 22 postes [3 P-4, 7 P-3, 2 P-2, 1 G(1°C) et 9 G(AC)] et des ressources correspondantes à la composante direction exécutive et administration et au sous-programme 5, dans le cadre de la restructuration du Bureau (5 463 400 dollars).

29E.78 L'augmentation au titre des objets de dépense autres que les postes s'explique principalement par :

- a) Le transfert partiel au Bureau de l'informatique et des communications de ressources autres que les postes, ressources cédées par la Section de l'appui aux services de radiotélédiffusion et aux services de conférence du Bureau des services centraux d'appui, aux fins de la centralisation des fonctions prévue dans la nouvelle stratégie informatique et communications approuvée par l'Assemblée générale à la section II de sa résolution 69/262 (2 894 100 dollars);
- b) Les ressources qui serviront à financer l'exploitation et la maintenance d'Umoja et les dépenses d'appui y afférentes, comme indiqué dans le sixième rapport d'étape du Secrétaire général sur le progiciel de gestion intégré ([A/69/385](#) et Corr.1) et conformément à la section VI de la résolution 69/274 de l'Assemblée générale (5 101 800 dollars).

Annexe I

Organigramme et répartition des postes pour l'exercice biennal 2016-2017



Abréviations : JUA = Compte spécial pour les dépenses relatives aux services d'informatique et de télécommunication du Siège;
OJA = fonds spécial à l'appui des structures administratives financées au moyen de ressources extrabudgétaires;
OKA = fonds spécial à l'appui des activités de fond financées au moyen de ressources extrabudgétaires;
QSA = compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

^a Reclassement.

^b Nouveau(x) poste(s).

^c Postes cédés par le Bureau des services centraux d'appui, le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité et le Bureau de la gestion des ressources humaines.

Annexe II

État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par les organes de contrôle

Résumé de la recommandation

Suite donnée à la recommandation

Comité des commissaires aux comptes (A/67/651)

L'Administration a accepté, comme le Comité le lui recommandait, de préciser clairement en quoi le plan comptable utilisé dans Umoja permettrait de suivre et de contrôler efficacement les dépenses informatiques et d'examiner s'il existait des moyens d'améliorer les informations sur les dépenses informatiques en attendant la mise en service d'Umoja (par. 30).

Pour améliorer la cohérence et la transparence du financement et des budgets des services informatiques et permettre une meilleure gestion et une meilleure hiérarchisation des dépenses, l'Administration a accepté, comme le Comité le lui recommandait, que le Contrôleur exige que les projets de budget des services informatiques précisent : a) leurs frais de fonctionnement; b) le coût des redevances et frais de maintenance associés aux logiciels utilisés actuellement; c) les frais de mise à niveau des services fournis (par exemple pour améliorer la sécurité); d) les nouvelles dépenses, y compris celles liées aux besoins stratégiques (par. 31).

Le Bureau s'attache avec la Division de la planification des programmes et du budget et l'équipe Umoja à établir des procédures et des outils de suivi des dépenses.

Le Bureau élabore actuellement un plan quinquennal indicatif, comme demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/262. Il sera tenu compte des éléments ci-après dans le plan :

- a) Les besoins en personnel, établis à partir des tableaux d'effectifs et de la structure des différentes entités, les coûts salariaux standard appliqués aux membres du personnel en poste dans les différents lieux d'affectation et les coûts pro forma établis pour les missions de maintien de la paix;
- b) Les montants nécessaires à l'exécution des projets dont la date de démarrage est fixée au 1^{er} janvier 2016 ou à une date ultérieure, calculés à partir des prévisions de dépenses et des appels d'offres en cours ou sur le point d'être lancés;
- c) Les montants nécessaires à la poursuite de l'exécution des projets en cours. Les prévisions seront établies sur la base de montants plafonds, de la durée prévue dans les contrats et des ajustements apportés au budget initial compte tenu du calendrier d'exécution effectif. Le Bureau de la gestion des grands projets assure le suivi de ces projets;
- d) Les coûts prévus dans les contrats de louage de services et les coûts de maintenance

L'Administration a accepté, comme le Comité le lui recommandait, que les entités, bureaux et programmes de l'Organisation hiérarchisent leurs dépenses informatiques afin de trouver le juste équilibre entre les activités de transformation, d'amélioration et de direction, la conception et la mise en œuvre de cadres et de politiques et la fourniture de services opérationnels (par. 32).

L'Administration a accepté, comme le Comité le lui recommandait, de consigner clairement, avant d'adopter une nouvelle stratégie informatique et communications et de manière à réduire les risques élevés que comporte la mise en service d'un progiciel de gestion intégré d'envergure mondiale, les éléments de la culture, les usages, les pratiques et les processus de l'Organisation, ainsi que les informations clefs sur ses dépenses et ses prestations, qui pourraient conditionner la réussite d'une transformation globale des services informatiques de l'Organisation. C'est sur la base de ces informations que l'Administration devrait définir des objectifs tout à la fois globaux et réalistes en matière de prestation de services, d'uniformisation des processus et d'intégration de l'Organisation à l'échelle mondiale (par 39).

inscrits aux budgets des différentes entités;

e) Les besoins recensés par les différentes entités après l'achèvement du plan-cadre d'équipement et de la mise en service d'Umoja;

f) Les risques recensés par les services informatiques sur la base de l'évaluation des risques la plus récente.

Le Bureau a diffusé des principes directeurs concernant la planification et la gouvernance dans le cadre de l'établissement du projet de budget pour l'exercice 2016-2017. Les différentes entités sont tenues de se conformer à ces principes et de soumettre les montants de leurs investissements informatiques au Bureau de l'informatique et des communications et aux organes de gouvernance qui les examinent d'un point de vue technique. Elles sont également tenues de faire preuve de rigueur budgétaire en ce qui concerne les investissements et de se conformer aux modalités fixées pour suivre les dépenses et en rendre compte.

Umoja permettra de veiller à ce que tous les utilisateurs suivent les priorités fixées en ce qui concerne l'utilisation des fonds réservés aux activités dans les domaines de l'informatique et des communications.

Les mesures ci-après sont en cours d'application en vue d'appuyer Umoja : mise sur pied d'un pôle d'assistance centralisée, généralisation de la prise en mains d'Umoja, mise sur pied d'un pôle d'applications en vue d'uniformiser la mise au point d'applications, renforcement des procédures de reprise après sinistre et constitution d'un réseau en vue d'aider les utilisateurs d'Umoja.

Le Bureau a procédé à une analyse qui lui a permis de recenser plus de 130 services d'assistance technique et s'apprête à créer 4 pôles d'assistance centralisée qui fourniront des services d'assistance pour Umoja et d'autres grandes applications. À l'heure actuelle, les pôles d'assistance centralisée sont chargés de l'appui technique concernant Inspira et le système de gestion de la relation client (iNeed).

	<p>Une équipe composée de représentants du projet Umoja et de représentants du Bureau a été mise sur pied afin de faciliter la prise en mains par les nouveaux intervenants des opérations d'appui et de maintenance. Le champ d'application, les priorités et un plan général ont été mis au point. Le transfert des activités a commencé dans les domaines de la reprise après sinistre, de la création de comptes utilisateur, du réseau et des infrastructures.</p> <p>Le réseau a été renforcé avec la généralisation du mécanisme MPLS (multi-protocol label switching) dans la plupart des lieux d'affectation afin de faciliter la mise en service d'Umoja.</p> <p>Le Bureau a procédé à une analyse et recensé plus de 2 000 applications. Dans le cadre de la stratégie informatique et communications, il a proposé de créer des pôles d'applications en vue de rationaliser et d'harmoniser le développement des applications.</p> <p>En ce qui concerne Umoja, l'évaluation des éléments touchant la sécurité est menée en collaboration par le Bureau, le Département de l'appui aux missions et l'équipe Umoja. Il s'agit d'une activité à caractère continu.</p>
<p>L'Administration a accepté, comme le Comité le lui recommandait, de recenser les changements qui devaient être apportés à la répartition des responsabilités et au mode opératoire du Secrétariat pour permettre la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie informatique et communications, et admis que les hauts responsables avaient tous l'obligation d'aider le Directeur général de l'informatique et des communications à mettre en œuvre les changements institutionnels (par. 41).</p>	<p>Il est proposé dans le présent rapport que les unités administratives s'occupant de questions touchant l'informatique ou les communications au Bureau de la gestion des ressources humaines, au Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité et au Bureau des services centraux d'appui soient rattachées au Bureau de l'informatique et des communications dans le cadre de la nouvelle stratégie informatique et communications adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/262.</p>
<p>L'Administration a accepté, comme le Comité le lui recommandait : a) de mettre l'accent sur les aspects stratégiques du poste de directeur général de l'informatique et des communications en redéfinissant les attributions et en modifiant le titre fonctionnel de ce dernier; b) d'examiner s'il était nécessaire de créer un poste de directeur de la technologie ou d'ajouter quelqu'un déjà en poste au directeur</p>	<p>Les fonctions et attributions du Directeur général de l'informatique et des communications sont définies dans la nouvelle stratégie informatique et communications décrite dans le rapport du Secrétaire général (A/69/517).</p> <p>Au paragraphe 16 de la section II de sa résolution 69/262, l'Assemblée générale a pris note des attributions du Directeur général de</p>

Résumé de la recommandation

Suite donnée à la recommandation

de l'informatique pour le seconder dans le domaine opérationnel; c) de définir clairement la répartition des attributions entre ces deux postes, en particulier l'étendue des attributions du directeur de l'informatique dans la conduite de la stratégie et de la transformation du modèle d'activité (par. 50).

L'Administration a accepté, comme le Comité le lui recommandait, de veiller à ce que toute activité parallèle, de nature informatique ou autre, qui serait menée dans le cadre de la nouvelle stratégie contribue à la mise en service d'Umoja et ne fasse pas obstacle à la réalisation des objectifs y afférents (par. 55).

L'Administration a accepté, comme le Comité le lui recommandait, de préciser la répartition des attributions et des responsabilités en matière de direction et d'exécution dans les trois domaines d'activité suivants : a) les activités de transformation, d'innovation et de direction; b) la conception et la mise en œuvre de directives, cadres, politiques et normes; c) la fourniture de services opérationnels (par. 56).

L'Administration a accepté, comme le Comité le lui recommandait, de se doter d'un dispositif de gouvernance adapté aux besoins qui permette de superviser l'évolution stratégique des moyens informatiques et des moyens de communications dans l'ensemble de l'Organisation. Le dispositif devrait définir clairement les fonctions, les attributions et les responsabilités et faire une distinction entre les organes de décision et les organes consultatifs (par. 68).

L'Administration a accepté, comme le Comité le

l'informatique et des communications et du rôle éminent qui lui revenait dans la direction générale des activités de l'Organisation liées à l'informatique et aux communications et les résultats obtenus en la matière.

Le Bureau a évalué la question et nommé un directeur de la technologie à la classe D-2 en août 2014.

Les activités envisagées dans la nouvelle stratégie informatique et communications visent à titre prioritaire à fournir un appui à Umoja et aux autres grands systèmes.

Une nouvelle répartition des attributions est proposée dans la stratégie informatique et communications révisée et prévoit des activités de transformation, d'innovation et de direction dans l'ensemble du Secrétariat.

Un comité directeur a été créé. Il a été décidé de définir des politiques portant sur 41 points, 22 ont été mises au point et diffusées, 3 font l'objet de consultations, 4 sont en cours d'examen par le Directeur général de l'informatique et des communications et le comité directeur et 4 sont en cours d'élaboration. Le Bureau s'est doté d'une structure de gouvernance provisoire. Le Conseil de l'informatique et des communications s'est réuni à trois reprises. Le Comité exécutif de l'informatique et des communications s'est lui aussi réuni à trois reprises. Le Comité d'examen de l'architecture s'est réuni périodiquement et a mis au point un plan d'action.

Un dispositif de gouvernance a été mis en place à titre provisoire : il se compose d'un comité exécutif, d'un comité d'examen des projets et du Conseil de l'informatique et des communications. Il est appuyé par le Bureau de la gestion des grands projets et le Comité directeur.

Le nouvel organigramme qui figure dans le

Résumé de la recommandation

Suite donnée à la recommandation

lui recommandait, d'orienter une partie de ses ressources vers des activités plus stratégiques et d'envisager d'assurer les services d'appui quotidien en recourant à d'autres types de modalités (par. 76).

L'Administration a accepté, comme le Comité le lui recommandait, de mettre au point une fonction de « client intelligent » pour les services informatiques et les départements du Secrétariat afin de faciliter la formulation des besoins et de donner les moyens au Bureau de l'informatique et des communications, aux comités de l'informatique et des communications locaux et aux entités opérationnelles d'améliorer les services (par. 82).

L'Administration a accepté, comme le Comité le lui recommandait, de se doter d'une stratégie de gestion des applications afin de réduire les risques de sécurité et de maîtriser les dépenses. Une stratégie de ce type devrait porter principalement sur les grandes applications et prévoir la mise hors service des systèmes appartenant à des générations antérieures et la conversion des données nécessaires. Le Comité a recommandé également que dans le cadre de la nouvelle stratégie, l'Administration se dote d'un mécanisme qui facilite les investissements informatiques et les investissements opérationnels en quelque endroit du Secrétariat que ce soit et qui en garantisse la conformité avec Umoja et d'autres progiciels intégrés (par. 92).

L'Administration a accepté, comme le Comité le lui recommandait, de renforcer les normes concernant l'informatique et les communications dans l'ensemble du Secrétariat afin de consolider et de multiplier le pouvoir d'achat dans ces domaines, et d'utiliser ces normes pour faciliter l'harmonisation des moyens informatiques et des moyens de communications, préluce essentiel à la consolidation des logiciels et des infrastructures (par. 100).

présent document permet de donner suite à cette demande.

Le Bureau a procédé à une analyse et s'est entretenu avec les entités opérationnelles afin de mieux cerner leurs besoins et de recenser les aspects devant être améliorés. Il a ainsi été proposé dans le cadre de la stratégie révisée de créer un groupe chargé de répondre aux attentes des entités opérationnelles.

Le Bureau a procédé à une analyse et recensé plus de 2 000 applications. Dans le cadre de la stratégie informatique et communications, il a proposé de créer des Pôles d'applications à New York, Bangkok et Vienne en vue de rationaliser et d'harmoniser le développement des applications. Les pôles d'applications ont mis au point une stratégie de gestion des applications qui cadre avec la stratégie informatique et communications révisée et qui privilégie le recours à des applications centralisées plutôt que les applications utilisées uniquement en tel ou tel endroit. Un examen détaillé des applications actuellement utilisées devrait être achevé en mars 2015, ce qui facilitera l'établissement de plans d'harmonisation fondés sur les besoins opérationnels.

Le Bureau a entrepris d'évaluer les procédures d'achats groupés. Une fois son évaluation achevée, il entend élaborer une stratégie de gestion intégrée des marchés, en coordination avec la Division des achats, le Bureau des services centraux d'appui, le Département de l'appui aux missions, les bureaux extérieurs et les différents services informatiques afin de maîtriser des dépenses en augmentation constante et d'obtenir des gains d'efficacité grâce au groupement des achats et à la gestion intégrée des biens et services.

Le Secrétaire général présentera la stratégie de

Résumé de la recommandation

Suite donnée à la recommandation

L'Administration a souscrit à la recommandation détaillée sur la sécurité informatique formulée par le Comité dans un memorandum adressé au Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (par. 101).

gestion intégrée des marchés à l'Assemblée générale à sa soixante-dixième session.

La mise en œuvre du plan d'action visant à renforcer la sécurité informatique, à améliorer la prévention et la détection des menaces et à remédier à celles-ci est en cours :

- a) Une directive technique concernant les interventions en cas d'incident a été publiée en août 2014;
- b) 95 % des ordinateurs du Siège ont été mis à niveau afin de réduire les risques;
- c) Le déploiement du système de détection des intrusions qui permet de surveiller le trafic sur le réseau est achevé à 95 %;
- d) Une campagne de sensibilisation à la sécurité informatique a été menée en ligne;
- e) Le système de filtrage du courrier électronique, qui permet de réduire les attaques par virus, a été déployé à 60 %;
- f) La communication de l'information concernant le respect des règles (auto-évaluation) est en cours;
- g) L'évaluation de la sécurité informatique au Secrétariat a commencé en 2013 et se poursuit de façon continue;
- h) La segmentation du réseau entre différentes zones est en cours dans les pôles informatiques.

La mise en œuvre du plan d'action devrait s'achever à la fin de 2015.

Gouvernance dans les domaines de l'informatique et des communications

Audit des infrastructures informatiques étayant la mise en application des normes IPSAS et la mise en service d'Umoja (rapport 2013/019)

Bureau des services de contrôle interne

Le Bureau de l'informatique et des communications devrait : i) en coordination avec les bureaux extérieurs, rendre officielle la nécessité de prévoir l'appui aux infrastructures du Système intégré de gestion (SIG) dans les projets de budget informatique; ii) veiller à la continuité de l'appui apporté aux infrastructures en prévoyant des ressources en personnel suffisantes, en formant le personnel et en facilitant la transmission du savoir

Le Bureau a conclu des accords de maintenance avec un prestataire de services et renforcé l'appui donné en interne aux infrastructures sous-tendant le SIG au Siège et dans les bureaux extérieurs. Il a procédé à une évaluation des effectifs fournissant un appui au SIG et les a renforcés en créant un emploi de temporaire de classe P-4; il a entrepris de pourvoir deux autres emplois de temporaire (autres que pour les réunions) de classe P-3,

Résumé de la recommandation

Suite donnée à la recommandation

(recommandation 3).

dont les titulaires appuieront le SIG jusqu'à ce que ce dernier soit mis hors service une fois Umoja pleinement opérationnel. Le plan de dotation en effectifs prévu dans le budget de l'exercice 2014-2015 est le suivant :

4 P-4 (1 pour l'appui aux infrastructures et 3 pour l'appui aux applications);

5 P-3 (2 pour l'appui aux infrastructures et 3 pour l'appui aux applications);

2 G(AC) (1 pour l'appui aux infrastructures et 1 pour l'appui aux applications);

2 consultants (1 pour l'appui aux bases de données et 1 pour l'appui aux applications).

Le Bureau estime que l'ajout de deux emplois de temporaire (autres que pour les réunions) suffira à assurer l'appui du SIG jusqu'à ce qu'Umoja soit entièrement opérationnel. En ce qui concerne la transmission du savoir, le personnel chargé de l'appui aux applications travaille pendant la moitié de son temps dans l'équipe Umoja.

En coordination avec la Division des achats, le Bureau a conclu un contrat de maintenance concernant le système Nova, outil qu'il gère centralement. Comme le contrat précise les niveaux de services, le Bureau a commencé à établir un mémorandum d'accord avec tous les départements qui se servent de ce système.

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

[A/69/5 (Vol. I)]

Le Bureau de l'informatique et des communications, l'équipe de projet du progiciel de gestion intégré et l'Administration doivent avoir la même conception de l'ensemble des changements entraînés par la mise en service du progiciel et élaborer un plan intégré en la matière. Ils devront notamment définir clairement les phases de la transition entre la mise en service du progiciel et l'appui technique requis en permanence, ainsi que la façon dont les départements s'approprieront les systèmes et procédés et produiront les résultats escomptés. Ce plan devra également tenir compte des conséquences que pourrait avoir l'incertitude entourant le calendrier d'exécution du projet (par. 193).

Une équipe composée de représentants du projet Umoja et de représentants du Bureau a été mise sur pied afin de faciliter la prise en mains par les nouveaux intervenants des opérations d'appui et de maintenance. Le champ d'application, les priorités et un plan général ont été mis au point. Le transfert des activités a commencé dans les domaines de la reprise après sinistre, de la création de comptes utilisateur, du réseau et des infrastructures.

Le réseau a été renforcé avec la généralisation du mécanisme MPLS (multi-protocol label switching) dans la plupart des lieux d'affectation afin de faciliter la mise en service

Résumé de la recommandation

Suite donnée à la recommandation

d'Umoja.

Le Bureau a procédé à une analyse et a recensé plus de 2 000 applications. Dans le cadre de la stratégie informatique et communications, il a proposé de créer des pôles d'applications en vue de rationaliser et d'harmoniser le développement des applications.

En ce qui concerne Umoja, l'évaluation des éléments touchant la sécurité est menée en collaboration par le Bureau, le Département de l'appui aux missions et l'équipe Umoja. Il s'agit d'une activité à caractère continu.
